

# l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

## Pour la première fois une délégation française au Kampuchéa

DÉLÉGATION DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES AU KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE (CAMBODGE).

Jacques Jurquet affirme l'importance du soutien au Kampuchéa démocratique et se prononce en faveur de l'établissement de relations diplomatiques entre la France et le Kampuchéa démocratique.

(Voir en page 5)

Conférence de presse de l'Association d'amitié entre la Belgique et le Kampuchéa démocratique.

Témoignage de M. Rigaux, membre de l'Association et vice-président de la ligue des droits de l'homme de Belgique.

(Voir en page 7)

## L'Europe

Au sommet franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, Giscard et Schmidt ont fait avancer la mise en place du système monétaire européen et se sont également entretenus des projets d'institutions européennes. Quelles appréciations porter sur ces mesures et ces projets qui attestent des progrès de la construction de l'Europe ?

La zone de stabilité monétaire que veulent créer Giscard et Schmidt s'inscrit dans un processus d'unité monétaire européenne destiné à combattre la suprématie du dollar sur le marché européen. Voilà qui va à l'encontre de l'image d'une Europe « atlantiste » que les dirigeants révisionnistes du PCF veulent donner de l'Union européenne.

Contrairement à ce qu'ils prétendent, l'Europe s'est construite d'abord et continue de se construire en opposition à la domination américaine, même si les USA y ont encore de grands intérêts financiers et gardent de nombreux atouts.

L'URSS non plus, ne voit pas d'un bon œil le renforcement de l'unité européenne. L'élection, en juin prochain, du Parlement européen, ne va-t-elle pas marquer une étape dans l'édification d'institutions politiques communes qui semblaient, il y a quelques années seulement, très lointaines sinon improbables. De là à penser que les pays européens seront un jour capables de bâtir une défense commune... voilà une perspective qui gêne considérablement l'URSS dans ses plans agressifs.

Les deux superpuissances préféreraient sans doute que l'Europe demeure une proie aussi facile que possible, qu'elle reste divisée sur les plans monétaire, économique, politique, comme bien sûr sur le plan de la défense.

Ainsi, la construction de l'Union européenne gêne les entreprises hégémoniques des deux superpuissances et fait obstacle à leurs visées sur l'Europe. C'est un fait qui doit nous amener, nous travailleurs, à réfléchir de la façon la plus sérieuse à la question de l'unité européenne. C'est bien la question de l'Union européenne capitaliste qui se trouve aujourd'hui posée par les faits et au sujet de laquelle il faut se déterminer, et non pas celle d'une Europe des travailleurs ou d'une Europe socialiste. Reconnaître cette vérité n'est nullement contradictoire avec l'importance première et décisive que nous attribuons à l'unité des peuples européens.

Bien sûr, si les bourgeois monopolistes qui nous oppriment s'unissent et tendent à résister aux superpuissances, c'est dans le cadre de leurs intérêts de classe pour préserver leurs profits. Elles s'efforceront, à la faveur de leur union, de coordonner leurs pressions sur la classe ouvrière et la paysannerie des différents pays européens. Mais qu'elles s'attendent

Suite page 5

# Chômage : la relance 1 million et demi !

Le ministre du chômage l'a annoncé : le chômage a augmenté. Le ministre du chômage l'a confirmé : le chômage continuera d'augmenter.

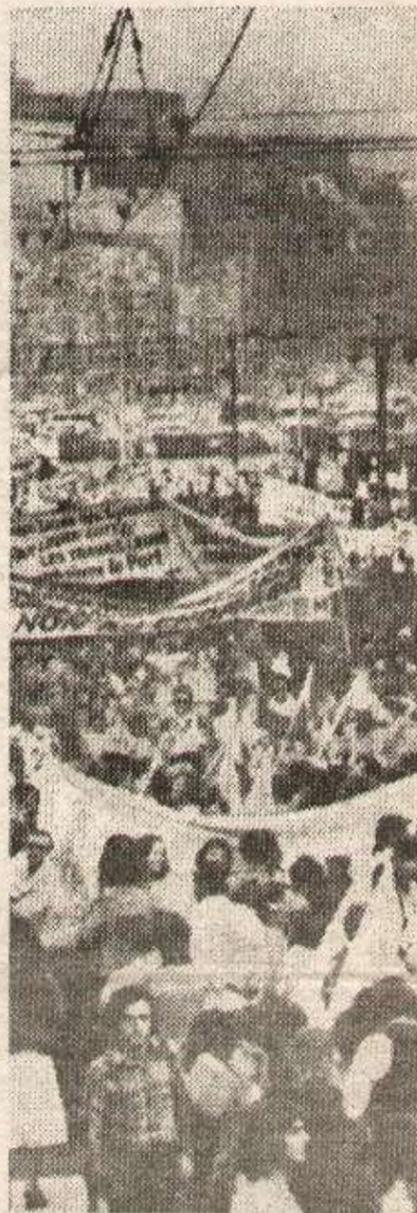
1 million 156 700 demandeurs d'emploi, tel est le chiffre officiel annoncé par Boulin, ministre du chômage, jeudi. Corrigés, comme il faut toujours le faire pour les chiffres officiels, cela fait, selon le Bureau international du travail, 1 million 500 000 chômeurs.

Boulin devait aussi annoncer : « Les incidences d'une certaine reprise ne se feront pas sentir avant le second trimestre ». Ce

Pour ne pas venir grossir les rangs des chômeurs 20 000 travailleurs manifestent à Marseille contre les licenciements dans la Navale

Voir notre article sur Terrin en page 3

qui veut dire que le ministre trouve normal qu'aucune amélioration n'intervienne avant juin



1979, d'ici là se poursuivra ce qu'il appelle « l'assainissement » de certains secteurs industriels.

## Iran

### Des milliers de personnes malgré la loi martiale

Jeudi 14 septembre, plusieurs milliers de personnes se sont rendues au cimetière malgré la loi martiale. Voici le communiqué de l'Union des étudiants iraniens en France, basé sur les dernières informations qu'elle a reçues de camarades iraniens, présents au cimetière l'après-midi.

En dépit de la loi martiale, de la surveillance, du quadrillage strict du cimetière de Behchzahra, où ont



été enterrés les centaines de morts du vendredi sanglant, en dépit du manque de moyens de circulation reliant la capitale au cimetière, situé à quelques kilomètres en dehors de la ville, une foule immense a commencé, tôt dans la matinée, à se rendre par centaines de milliers au cimetière pour rendre hommage aux martyrs. Le cimetière était constamment occupé par une foule de plusieurs milliers de personnes qui lançaient des slogans hostiles au régime du Shah et acclamaient l'ayatollah khomeni. En sortant du cimetière, les visiteurs formaient de grands cortèges sur plusieurs centaines de mètres, en reprenant les mêmes slogans. Les forces de répression ont capitulé devant la détermination du peuple et n'ont pas osé tirer. Cette journée de grève générale et de manifestation au cimetière est un défi populaire à la loi martiale qui ne peut réussir à stopper la lutte de notre peuple.

## SOMMAIRE

L'Ethiopie 4 ans après : Une révolution assassinée

L'Ethiopie dans les griffes de l'URSS.

Voir page 2

Qui a osé dire que Giscard était l'homme des monopoles

Que de liens entre Giscard et certains grands trusts et banques !

Voir page 6

Temps de travail et chômage

Réduire le temps de travail ? Bien sûr, il faut lutter pour cela ! Mais cela peut-il supprimer le chômage ?

Voir page 4

# LE MONDE EN MARCHÉ

## L'Ethiopie

### 4 ans après ...

# Une révolution assassinée

Il y a tout juste quatre ans, le 12 septembre 1974, le Négus Haile Selassié, l'un des meilleurs représentants de l'impérialisme américain en Afrique était renversé par l'armée. Soutenu par le peuple, le nouveau régime allait, pendant deux années tenter de transformer radicalement la société éthiopienne une des plus féodales et des plus archaïques de notre époque. Il allait d'autre part, pendant cette période, s'en tenir à une stricte politique de non-alignement.

Aujourd'hui, Mengistu, le chef du Derg (le gouvernement militaire) organise les fêtes du quatrième anniversaire de la révolution avec, assis à sa droite Kouznetsov, le vice-président du Soviet suprême. Malade Brejnev, n'a pas pu se déplacer, et à sa gauche Fidel Castro, le digne agent des intérêts de Moscou. Et pendant que ses troupes tentent d'écraser la lutte du peuple érythréen, Mengistu s'en prend en public à la Chine populaire, pays qui a le plus soutenu la révolution éthiopienne. Que s'est-il passé durant ces deux années, quel cheminement a conduit l'Éthiopie à s'aligner ainsi aujourd'hui sur la politique expansionniste soviétique, c'est ce que nous nous proposons d'étudier dans une série d'articles consacrés au quatrième anniversaire de la révolution éthiopienne.

L'article d'aujourd'hui traite plus particulièrement de l'influence qu'a eu, sur la continuation de la révolution à l'intérieur du pays la main-mise grandissante de Moscou sur le gouvernement. Nous verrons demain comment Moscou a manœuvré pour installer cette domination.



L'exemple de l'Éthiopie montre de façon particulièrement claire comment la mainmise de l'Union soviétique sur un pays sert non seulement les ambitions hégémoniques de celle-ci, mais aussi s'effectue toujours au détriment du peuple de ce pays. A chaque pas qu'a fait l'URSS dans sa pénétration dans le pays a coïncidé un recul des institutions populaires et démocratiques qu'avait forgé le peuple éthiopien en deux années de lutte antiféodale et anti-impérialiste.

L'année 1977 a été marquée de manière évidente, à la fois par une montée des positions soviétique dans le pays, notamment à partir du mois d'avril et du voyage de Mengistu en URSS et par un brusque changement de la ligne de conduite du Derg en matière de politique intérieure. A partir de cette époque, on assiste à une di-

minution constante des libertés démocratiques, à un étouffement de la lutte de classe et à un démantèlement des organismes qui, depuis la révolution de 1974, coexistaient avec le pouvoir militaires et impulsaient cette lutte.

### DES ORGANISATIONS DE MASSE LIQUIDÉES

Le premier organisme visé, dès cette époque, est le POMOA ou Bureau d'Organisation des masses. Contrôlé par des progressistes civils, cet organisme avait, jusque là, impulsé les principales réformes qui ont marqué les années 1974-1976 : réformes agraires, collectivisation du sol urbain et d'une grande partie de l'industrie. C'est également le POMOA qui est à l'initiative de la création de très nombreuses organisations de masse com-

me des comités de quartier, les organisations de femmes et de jeunes, le syndicat révolutionnaire et les organisations de paysans.

Malgré un large soutien populaire qui s'était manifesté lors des fêtes du 1er mai 1977, ce bureau est dissous, plusieurs de ses membres sont arrêtés, les autres devront passer dans la clandestinité. Très rapidement tant le syndicat que toutes les organisations de masse voient leurs représentants élus « limogés » et remplacés par des bureaucrates notoires à la solde du gouvernement. Il n'est pas très difficile de voir le lien étroit existant entre ces événements et l'influence grandissante des Soviétiques en Éthiopie. Moscou voyait en effet d'un très mauvais œil l'action d'organismes impulsés par des progressistes soucieux de s'en tenir à une politique de non-alignement et affirment hautement vou-

loir compter avant tout « sur leurs propres forces ».

Cette politique de limitation des libertés s'accroît d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui, prenant prétexte, tantôt de la guerre avec la Somalie, tantôt de celle en Érythrée, tantôt des « ennemis internes ».

Aujourd'hui l'URSS est solidement implantée en Éthiopie et le bilan est là : 180 000 révolutionnaires ou démocrates croupissent dans les geôles de Mengistu, beaucoup d'autres ont été fusillés ou contraints à l'exil. Les organisations de masses, enfin, véritables moteurs de ce qu'était la révolution éthiopienne, vidées de leur contenu, purgées de leurs représentants élus ne sont plus que des guignols dont Mengistu peut arborer des « délégations » lors de ses fêtes militaires.

Serge FOREST

## Le 12 septembre à Addis Abeba

Cela fait plusieurs mois que le régime prépare ces fêtes du 4e anniversaire du renversement d'Haile Selassié. Dans leur esprit, elles doivent marquer la consécration et la victoire définitive contre ceux qu'ils appellent les « groupes sécessionnistes », en réalité le peuple érythréen. Brejnev devait venir, mais malade, il a envoyé son émissaire Kouznetsov. Castro, lui, doit venir en personne.

La population d'Addis a été réquisitionnée mais manifeste vraiment peu d'enthousiasme, et attend que commencent les cérémonies, d'heures en heures reculées : Castro n'est pas arrivé. L'« inestimable » hôte arrive, enfin les cérémonies peuvent commencer. Des « défilés populaires » soigneusement encadrés ; jeunes gymnastes en uniformes, lycéens en treillis... On est loin des fêtes populaires qui suivirent la révolution.

Dans son discours, interminable, Mengistu mène l'écrasement du peuple érythréen (Mengistu en est toujours pour ses frais en Érythrée) à des attaques dénuées de fondement contre la Chine (il faut faire plaisir à ses « protecteurs »). L'assistance écoute sans intérêt. Castro fume son cigare, Kouznetsov est content de lui.

Turquie-Autriche

## Communiqué commun des partis marxistes-léninistes (TIKP et KBO)

Le secrétaire du Comité central de la Ligue communiste d'Autriche (KBO), Walter Lindner, a rencontré, au mois d'août dernier, des représentants du Comité central du Parti ouvrier et paysan de Turquie (TIKP). A cette occasion, un communiqué commun a été signé entre les deux organisations. Nous en reproduisons ci-dessous des extraits.

« Les deux organisations considèrent que, pour la victoire de la grande cause révolutionnaire du prolétariat, il est nécessaire de défendre les apports et la pensée-mao-tsé-toung, le grand éducateur du socialisme scientifique et le plus grand révolutionnaire de notre temps. La pensée-mao-tsé-toung est partie intégrante des fondements idéologiques sur lesquels repose l'unité du mouvement prolétarien international.

« Les deux organisations considèrent que la théorie des trois mondes, avancée par le grand éducateur Mao

Tsé-toung, constitue la stratégie de la révolution mondiale dans la période actuelle. Elles sont décidées à orienter leur lutte conformément à cette grande théorie révolutionnaire. La théorie des trois mondes constitue la ligne de classe du mouvement révolutionnaire international. Elle est une arme révolutionnaire à laquelle nous tenons et que nous utilisons pour le renversement des deux principaux ennemis des peuples du monde, les sociaux-impérialistes soviétiques et les impérialistes US, et pour la victoire de la révolution dans tout le monde. »

## Nouvelle attaque de Moscou contre la Chine. Nouvel échec de la diplomatie soviétique.

La visite du ministre indien des Affaires Étrangères en URSS a été l'occasion, pour Gromiko, de cracher tout son venin contre la Chine. N'hésitant pas à qualifier celle-ci de « militariste », le ministre des Affaires Étrangères de l'URSS a ajouté qu'il était nécessaire « d'opposer une riposte particulièrement foudroyante aux intrigues des forces hostiles à la paix universelle et à la sécurité en Asie. » C'est dans ce but qu'il a lancé un appel « à tous les États du continent asiatique pour qu'ils conjuguent leurs efforts en vue de garantir la paix en Asie. »

Ce que veulent les dirigeants soviétiques, c'est isoler au maximum la Chine qui constitue une gêne pour leur politique expansionniste. En effet, ils se sont heurtés récemment à plusieurs échecs en Asie. On peut rappeler les positions du Kampuchéa et de la Corée, qui ont condamné clairement l'impérialisme soviétique, on peut

rappeler la signature du traité de paix sino-soviétique incluant une clause antibégéonisme remet-tant clairement en cause l'URSS. Le traité est, semble-t-il, resté en travers de la gorge des dirigeants de Moscou. C'est pour riposter à ce succès diplomatique chinois que l'URSS a décidé de former un front constitué de tous les pays qui pourraient leur être utiles dans leur politique impérialiste.

Le gouvernement indien refuse de participer à cette tentative soviétique. Il a notamment déclaré que son pays : « en s'inspirant des principes internationaux de l'égalité, de la non-ingérence et du respect réciproque, aspirait à l'installation d'une atmosphère de confiance et de bon voisinage réciproque entre les pays d'Asie du Sud. »

Bref, encore un nouvel échec pour les impérialistes soviétiques.

Evelyne LE GUEN

## l'humanité rouge

L'Humanité rouge  
Pour toute correspondance  
BP 61 75861 Paris Cédex 18  
CCP 30 226 72 D La Source  
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :  
Annie Brunel.

# Marseille dans la rue



Assemblée générale des travailleurs de Terrin.

Le jeudi 14 septembre a eu lieu à Marseille la grande journée d'action régionale pour lutter contre le scandale de la fermeture de la SPAT (Société provençale des ateliers Terrin) ainsi que contre toutes les menaces qui touchent la réparation et la construction navale de la Ciotat, de la Seyne et toutes les entreprises sous-traitantes. Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs sont concernés. C'est la vie de toute une région qui est en cause.

Boulin, le ministre des licenciements, devait venir à Marseille pour prétexter une réunion urgente sur l'emploi à Marseille. Mais la veille, il renonçait à son voyage, prétextant une réunion urgente sur l'emploi à Paris.

Paris. Il avait oublié sans doute...

La manifestation était prévue à 11 h et devait se diriger vers la préfecture. Boulin le dégonflé n'était pas au rendez-vous, par contre les travailleurs y étaient, nombreux, dans une atmosphère de très grande combativité. On était loin des manifestations précédentes lors des grèves de 24 heures.

La manifestation se tenait sur le vieux port de Marseille. Des délégations de toute la région arrivaient en cortège : l'Union locale de Martigues, avec ceux de Naphthachimie, ceux de Berre avec une banderole proclamant : « Shell, solidarité », ceux de Gardanne avec les travailleurs de « Laffarge emballage » qui en sont à leur 51e jour d'occupation. Ce sont des milliers de voix qui faisaient une ovation à ceux de la Ciotat qui arrivaient en un cortège de voitures bruyant et coloré.

Les mots d'ordre étaient tous combatifs et axés sur les licenciements contre Giscard, Barre et Boulin, reflétaient tous une volonté de lutter, mis à part quelques notes discordantes de la Marseillaise avec l'écharpe bleu blanc rouge. Les travailleurs pensaient plus à se battre qu'aux fausses solutions-miracles. Une délégation a été reçue par le préfet, sans résultat.

10 000 manifestants, ont annoncé les syndicats. C'est peu, disent certains, par rapport au potentiel de révolte dans notre région ; c'est beaucoup, quand on sait qu'aucun appel général de débrayage n'avait été lancé et que de nombreux travailleurs, pourtant concernés, n'ont pu venir.

CE N'EST PAS FINI, ÇA COMMENCE

## Chômage : un million et demi

Si l'on analyse d'un peu plus près les chiffres de Boulin, on voit que le chômage a augmenté de 5,7 % en août, ce qui est remarquablement élevé, mais aussi que les causes de ce chômage sont, pour une grande part, les licenciements. C'est la conséquence la plus notoire de « l'assainissement » ou de la « restructuration » que vante le gouvernement. Dans près de la moitié des cas, en effet, les « demandeurs d'emploi » sont des travailleurs chassés de leur travail pour raisons économiques, leur nombre a augmenté de 10,7 % en un an.

Quand Boulin dit que le chômage continuera d'augmenter, il ne fait que murmurer ce que crient des milliers de grévistes qui luttent contre les fermetures d'usines et les licenciements. Et on annonce 657 lettres de licenciements envoyées aux travailleurs de Boussac, des licenciements chez Berliet-Saviem à Lyon.

En cette rentrée des classes, précisons aussi que 40, 5 % des chômeurs sont des jeunes de moins de 25 ans. Alors la « certaine relance », annoncée au titre du plan Barre III ? Eh bien, elle est efficace. Pour une relance du chômage, c'est une belle relance du chômage !

morte »).

Grève ou pas dans les entreprises ? Aucun mot d'ordre précis n'est donné à ce sujet. La manifestation fut mal organisée surtout au début avec une partie en voiture, une partie à pied. Pour certains travailleurs, elle a consisté à regarder passer les différents cortèges, sans y participer eux-mêmes. Mais surtout les travailleurs qui ont prouvé qu'ils voulaient se battre se sont séparés sans grandes perspectives de lutte. Cette journée présentée

comme une étape importante de la mobilisation ne doit pas rester sans lendemain ! Seule la lutte de tous les travailleurs dans leurs sections syndicales, dans les entreprises, seule la mobilisation permanente et la vigilance des travailleurs et des licenciés de Terrin, de la Ciotat et de la Seyne pourront l'assurer.

Terrin, La Ciotat, c'est pas fini, ça commence... La bourgeoisie peut parader au milieu des un million et demi de travailleurs au chômage, elle est loin d'avoir gagné la partie.

## Auneuil (Oise)

### Victoire aux tuileries de Beauvais !

Les 230 ouvriers - 1/3 de femmes et une quinzaine d'immigrés - étaient en grève depuis le 9 septembre pour le 13e mois, 5 % d'augmentation, l'amélioration des conditions de travail.

Les travailleurs viennent de faire céder la direction pour le 13e mois. Ils ont aussi obtenu 4,5 % d'augmentation et le paiement des heures de grève.

Pour ce qui est des conditions de travail, du droit d'être des hommes, une réunion syndicats-patron se tenait jeudi après-midi.

Dès le commencement de la grève, les travailleurs ont su utiliser et élargir le soutien et la popularisation - information à FR3, Antenne 2, au journal le *Courrier picard*, à l'Agence France-Presse, à la cellule locale du PCF, à la cellule de Beauvais du PCMLF et aux médecins d'Auneuil.

Deux camps se sont dessinés. D'un côté les

grévistes et ceux qui les soutiennent, de l'autre la direction et les agents de maîtrise, lèche-bottes et incapables, comme le disait un tract syndical.

Si les journalistes ont pu comparer Auneuil à Germinal (1), il n'en reste pas moins que l'exploitation des ouvriers des tuileries ne diffère fondamentalement en rien de celle des autres travailleurs.

A Auneuil, tout était un peu plus voyant, c'est tout ! Alors les ouvriers d'Auneuil en ont eu assez que la direction les exploite comme des animaux, assez des conditions de travail et de cette misère. Ils se sont mis à lutter pour avoir le droit d'être des hommes.

Correspondant HR

(1) Germinal : titre d'un roman de l'écrivain Émile Zola qui vécut au siècle passé et décrit les conditions de travail atroces et les luttes des mineurs de la région du Nord.

M. Erre, ouvrier des tuileries.

Il a 45 ans, cet ancien ouvrier agricole. Il travaille depuis peu aux tuileries. Pour 189 h par mois, il gagne 2 138,81 F, soit 11,15 F de l'heure, c'est-à-dire à peine le SMIG ! Il manipule des tuiles à longueur de journée dans la chaleur étouffante des fours et la poussière. Actuellement, il est en arrêt-maladie et il a la hantise d'être licencié. Sa maison n'est pas ce qu'on peut appeler « le tout-confort ». Située dans une cité ouvrière, près des tuileries, ce quartier n'a visiblement jamais été entretenu par la municipalité.

Barre peut s'auto-satisfaire à longueur de journée, une des conséquences de sa politique, c'est la vie de M. Erre.

## La municipalité marseillaise rachète Terrin

Judi 14, Gaston Defferre, maire de Marseille, a fait connaître ses positions concernant Terrin. Comme on s'y attendait, il a entamé la même démarche, qu'il y a plusieurs années, pour Titan-Coder.

Les deux axes principaux du plan socialiste sont : - Sortir de l'impasse les discussions entre Fournier et les syndicats.

- Faire un contrôle public du patrimoine industriel et foncier de la première entreprise du port de Marseille.

C'est ainsi que Defferre a présenté son plan devant le conseil municipal et non pas devant les travailleurs assemblés. Ça donne déjà une idée du « contrôle public », vu par les socialistes !

La ville de Marseille rachète les actifs immobiliers et industriels du groupe Terrin (les locaux, l'outillage et les « propriétés » Terrin, terrains de sport, etc.).

C'est une subvention du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et une aide de l'État, promise par Le Theule, ministre des Transports, qui permettra à la municipalité de faire cette opération.

Cette nouvelle proposition va être faite à Fournier. Sortir des discussions Fournier-syndicats, c'est donc entrer dans les discussions Defferre-Fournier !

Les élus communistes de la municipalité n'ont pas voté le plan : ils continuent à défendre celui du PCF.

Les premières réactions des travailleurs expriment plutôt le doute : « C'est pas mieux que le plan Fournier », et leur détermination à poursuivre la lutte.

# Temps de travail et chômage

Pour donner une solution au problème du chômage, partis de gauche et syndicats ont mis au premier plan la revendication des réductions d'horaire. Ils reprennent aujourd'hui une revendication ancienne et chère aux travailleurs qu'ils préféreraient, jusque là, laisser au second plan pour favoriser les revendications de salaire. Nous sommes, nous aussi, très attachés à la revendication des 40 heures, d'autant plus qu'elle est très menacée en ce moment, les patrons voulant profiter de la crise pour imposer « un aménagement annuel des heures travaillées ». Mais réduction d'horaire et lutte contre le chômage sont deux combats séparés : en effet, une réduction d'horaire, même massive, ne diminuerait pas le chômage de façon très sensible.

Depuis très longtemps, les travailleurs se battent pour diminuer la durée de la journée de travail que leur imposent les capitalistes. Ils se battent aussi pour que cette durée soit égale dans l'année et ne varie pas selon les besoins de la production.

C'est Marx lui-même qui a déterminé la semaine de 40 h comme étant l'horaire de travail maximum pour que les ouvriers puissent faire autre chose que survivre et acquiescer, en particulier, la formation politique nécessaire à leur combat.

Mais cet objectif n'a jamais été véritablement atteint, même après la loi de 1936 sur les 40 h, tant il est vrai que les patrons peuvent violer leur propre légalité.

L'horaire de travail en France est, en 1978, en moyenne de 42 h (statistiques officielles). Avec le développement des grandes villes, quand les travailleurs habitent de plus en plus loin de leur lieu de travail et passent de plus en plus de temps dans les transports, la revendication des 40 h doit s'actualiser aujourd'hui par celle de l'intégration du temps de transport dans le temps de travail. C'est pourquoi une des revendications définies par le 3e congrès du PCMLF est : « 40 h maximum par semaine tout de suite sans diminution de salaire, sans augmentation de cadences, puis semaine de 35 h sans diminution de salaire. »

## UNE REVENDICATION DIFFICILE

Les patrons ont toujours refusé d'appliquer les 40 h, même quand ils ont été obligés de voter la loi sous la pression de la grande mobilisation des travailleurs. Pour eux, le temps (de travail), c'est de l'argent. Quand ils sont forcés par

les travailleurs de réduire les horaires en conservant le même salaire, ils essaient de maintenir la production par des améliorations de productivité (nouvelles machines, réorganisation de la production), mais ils essaient surtout d'augmenter la charge de travail de chaque ouvrier. S'ils arrivent à améliorer la productivité en maintenant l'horaire, c'est autant de profits supplémentaires.

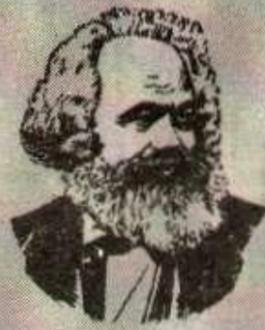
A la question de la réduction d'horaire, Ceyrac a répondu récemment (le 7 septembre) : « Une diminution des horaires sans réduction correspondante des salaires aboutirait à une aggravation des charges des

entreprises. Une telle opération serait à la fois anti-économique et antisociale. Elle provoquerait une aggravation du coût de l'heure de travail, se retournerait contre l'emploi et serait dangereuse. » Evidemment, quand l'objectif est le profit et la loi la concurrence comme dans le système capitaliste, l'augmentation des charges pour une entreprise pousse les patrons à licencier. Ceyrac poursuit : « Elle le serait d'autant plus s'il s'agissait d'une opération nationale et interprofessionnelle. »

En clair, les patrons ne veulent surtout pas d'une loi qui serait globale et sur laquelle il serait difficile de revenir quand la production serait dans une phase de croissance. Quand il s'agit de faire travailler moins en payant moins, alors là, ils sont d'accord. Ils préfèrent le chômage partiel et davantage encore le temps partiel ou l'aménagement annuel du travail, ce qui permet d'adapter les horaires aux besoins de la production sans avoir à donner d'indemnités, même partielles (de nombreuses entreprises ont créé des fonds de réserves pour le chômage technique).

Toutes les mesures sur l'emploi que vient de décider le gouvernement vont dans ce sens — en particulier le statut du temps partiel —, et après quel-

Cette brochure de vulgarisation écrite par Karl Marx est éditée aux Editions de Pékin et diffusée par les Editions du Centenaire.



KARL MARX

## TRAVAIL SALARIE ET CAPITAL

« Par conséquent, tandis que la concurrence le poursuit constamment avec sa loi des frais de production, et que chaque arme qu'il forge contre ses rivaux se retourne contre lui-même, le capitaliste cherche constamment à l'emporter sur la concurrence en introduisant sans répit, à la place des anciennes, des machines et des méthodes nouvelles de division du travail, plus coûteuses sans doute, mais produisant à meilleur marché, sans attendre que la concurrence ait rendu surannées les nouvelles. »

ques hésitations, il a refusé la réduction d'horaire.

### UN MOYEN POUR SUPPRIMER LE CHOMAGE

Le cheval de bataille des partis de gauche et des dirigeants syndicaux pour supprimer le chômage est d'avancer l'âge de la retraite, de réduire les horaires et de donner la 5e semaine de congés payés. Ils reprennent ainsi les aspirations profondes des travailleurs, mais est-ce une véritable solution ? Beaucoup d'entreprises ont commencé par réduire les horaires

avant de licencier. En réalité, cette association d'idées « temps de travail-chômage », cache que le chômage existe, non pas parce que les travailleurs travaillent trop et trop longtemps, mais parce qu'il est une maladie inéluctable du capitalisme.

Il existe même en période de croissance. Son volume ne dépend pas du temps de travail mais du rythme de développement du capitalisme, crise ou croissance.

En tout temps, il est une arme qu'utilisent les patrons pour faire pression sur les salaires. Dans les périodes de crise, quand il faut ré-

duire les charges pour maintenir les profits, les patrons sont moins que jamais prêts à accepter de bon gré la réduction d'horaire avec salaire compensé car, en augmentant le coût de l'heure de travail, elle va en sens inverse.

C'est pourquoi il faut clarifier les choses : battons-nous pour l'emploi, c'est un droit légitime. Battons-nous pour les 40 h sans diminution de salaire et défendons-les ! Mais aucune négociation au sommet ne nous les donnera sans une mobilisation de grande ampleur.

Claire MASSON

## Beullac étale son contentement

# Licenciements et chômage partiel attendent les maitres auxiliaires

Beullac le ministre de l'Éducation l'a dit (\*) : « Cette rentrée scolaire ne pose vraiment aucun problème, sauf peut-être pour les tout petits dépayés par un monde encore inconnu pour eux. » Mais ça passera. La preuve ? Les chiffres que Beullac cite : une avalanche grandiose de réalisations, de recrutements, etc. « Pour faire face à la vague démographique et à la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans, des écoles ont été construites, des maitres ont été recrutés en grand nombre... » Puisqu'il le dit...

« Nous avons recruté... », « Nous avons construit... », « Nous avons... nous allons », tout le discours de Beullac est émaillé de chiffres ronflants qui ne prouvent rien et de promesses qui trouveront peu de crédules.

La rentrée prend même, pour lui, l'air d'une époque : « 650 000 enseignants doivent accueillir 12 millions d'élèves dans 70 000

établissements et 410 000 classes. »

Mais la réalité est toute différente et les sujets de mécontentement et de colère sont nombreux.

### 98 %... DES FRANÇAIS

Par exemple, Beullac prétend, à propos des écoles maternelles, que « 98 % des enfants français de quatre à cinq ans vont à l'école ». Nous n'avons pas de chiffres précis sur ce sujet mais il est connu qu'en bien des endroits un grand nombre d'enfants ne peuvent s'inscrire à l'école maternelle, faute d'écoles et d'enseignants. Pourquoi Beullac ne parle-t-il pas des enfants de trois ans qui sont en âge d'être inscrits en maternelle et qui n'ont pas de place ?

Cette remarque permet surtout d'apprécier le cynisme teinté de racisme de Beullac. Des centaines de milliers d'enfants immigrés

ne peuvent s'inscrire à la maternelle. C'est Beullac lui-même qui l'avoue sans le dire ; il ne parle que d'enfants français.

### MAITRES-AUXILIAIRES : LICENCIEMENT ET CHOMAGE PARTIEL

En ce qui concerne les maitres-auxiliaires, Beullac annonce triomphalement le maintien, en surnombre, de 7 500 d'entre eux « à titre temporaire ».

Beullac ne dit pas que la « garantie de l'emploi » dont les maitres-auxiliaires en service à temps plein avaient bénéficié pour cause d'élection est désormais supprimée. C'est l'aveu de la volonté de licencier des maitres-auxiliaires. Le SGEN-CFDT estime que 2 000 à 3 000 d'entre eux le seront dès cette rentrée. Il n'est pas possible de fixer encore un chiffre précis de licenciements, tous les postes

n'étant pas encore attribués. Le pouvoir va sans doute multiplier les postes à mi-temps et développer un important chômage partiel touchant les maitres-auxiliaires.

Pour ce qui est du chômage des enseignants, citons encore les 2 300 étudiants en éducation physique qui n'ont pu trouver de travail dans l'enseignement après quatre ans d'études. Il y a un an, ils étaient 1 800 dans le même cas. Mais Beullac n'en dit rien.

### DAVANTAGE DE SOUS-SCOLARISÉS

Beullac a plein la bouche des mots « égalité des chances ». Mais il reconnaît que le nombre des élèves orientés vers l'enseignement spécialisé augmente. Ces élèves suivront une sous-scolarité, car ils sont considérés comme handicapés. C'est là que se retrouvent un grand nombre d'enfants immigrés.

De plus, 15 % des enfants de l'école primaire seront orientés vers l'apprentissage.

Voilà donc ce qu'il en est de la lutte contre les injustices et les discriminations à la Beullac et à la Giscard. Il faut noter que Beullac prétend qu'à l'origine de ces 15 % d'écoliers, il y a un manque de formation des maitres. Est-ce que ce n'est pas dû plutôt à la politique de sélection scolaire soigneusement organisée et qui surtout est inhérente à notre société ? La formation des maitres, bien qu'insuffisante, n'explique rien de ce point de vue.

Si Beullac chantait, il le ferait sur l'air de tout va bien madame la marquise, alors que plus que jamais le chômage, les classes trop chargées, la sélection s'intensifient.

Henri MAZERAU

(\*) Interview au Monde du 14 septembre.

Sommet franco-allemand

# L'Europe et ses monnaies

Jeudi et vendredi avait lieu à Aix-la-Chapelle en République fédérale allemande, le 32e sommet franco-allemand. L'objet principal de cette rencontre Giscard-Schmidt, a été de faire avancer le projet d'une « zone de stabilité » monétaire en Europe. Ce projet dont ils sont les principaux promoteurs devrait contribuer, s'il se réalise, à renforcer l'unification européenne. L'examen de son contenu et de ses buts indique la volonté des monopoles européens de soustraire le marché de la CEE à la domination du dollar.

Discuté à l'occasion de deux réunions de Conseil de l'Europe, à Copenhague en avril 1978 et à Brème, en juillet, le projet de zone monétaire européenne vise à annuler les conséquences de

la baisse constante du dollar comme de ses fluctuations, sur le marché européen.

Actuellement les pays de l'Europe des Neuf réalisent chacun plus de 50 % de leur commerce extérieur avec les autres pays membres. Ces échanges sont jusqu'à présent effectués sur la base du dollar comme c'est le cas pour tous les échanges des pays capitalistes depuis que les USA y établissent leur position dominante au lendemain de la guerre.

Cette position dominante, si elle reste aujourd'hui établie, se trouve nettement effritée ce qui se traduit notamment par la baisse constante du dollar et ses soubresauts. Cette situation crée l'instabilité dans les monnaies européennes et dans leur parité respective, ce qui ne manquera pas de créer le trouble dans les échanges européens. L'actuel projet qui fait suite aux tentatives de mise en place du « serpent » vise à créer un ensemble de monnaies européennes liées

entre elles par des parités fixes, susceptibles de faire face au dollar.

Ce projet devrait se traduire dans un premier temps par la mise en place d'une « unité de compte européenne » (ECU) qui remplacerait le dollar comme moyen de règlement entre les organismes financiers européens.

Le but de Giscard et de Schmidt est d'accélérer la

mise en place de ce dispositif. C'est ce qu'indiquait le

porte parole de l'Élysée : « Le rapprochement des vues entre la RFA et la France sur l'organisation technique de cette zone de stabilité monétaire devrait permettre de présenter aux partenaires européens un projet concret et cohérent, susceptible d'être examiné et, si possible, approuvé au Conseil européen de décembre à Bruxelles.

## L'Europe

(Suite de la page une)

aussi à voir s'unir les luttes de classe à l'échelle européenne, s'accroître l'action solidaire des peuples européens contre elles.

Ces progrès de l'Union européenne en venant déranger et contrecarrer les plans des superpuissances et notamment les plans agressifs de l'URSS contribueront à retarder une guerre qui se prépare. Cela donne la possibilité aux prolétariats et aux peuples du monde et, notamment à ceux de l'Europe, de consolider leur unité et leur solidarité.

C'est cette unité et cette solidarité qui leur donneront la force de faire face aux préparatifs de guerre des deux superpuissances. Cela ne conduit-il pas à apprécier comme positive la construction de l'Union européenne en se plaçant du point de vue de la lutte révolutionnaire des prolétariats et peuples européens contre leur bourgeoisie monopoliste et les superpuissances.

Jean QUERCY



### A. Sakharov dans une interview au Monde

## «La position de Giscard vis à vis de l'URSS est très critiquable»

Parmi ceux qui ont favorisé cette prise de conscience se trouvent ceux qu'il est convenu d'appeler les dissidents soviétiques. Ces hommes et ces femmes, le plus souvent intellectuels (1), mènent une lutte courageuse pour la démocratie contre le fascisme.

Parmi eux, Sakharov, atomiste soviétique, résident à Moscou. Dans une interview accordée au correspondant du *Matin*, Sakharov, critique notamment l'attitude conciliatrice de Giscard vis-à-vis de l'URSS.

« Il faut mener aussi une campagne contre Valéry Giscard d'Estaing, contre votre gouvernement dont la position est très critiquable... Votre gou-

Force est de reconnaître — et de nous réjouir — que l'opinion publique progressiste et démocratique est de plus en plus sensible au fait que le « socialisme soviétique » n'est aujourd'hui rien d'autre que la dictature fasciste d'une nouvelle classe exploiteuse sur les peuples d'URSS.

vernement croit avoir une politique réaliste mais il n'a pas une politique réelle pour les droits de l'homme. » Par ailleurs, le savant soviétique dénonce les capitalistes occidentaux qui facilitent la politique de Brejnev en échangeant des profits commerciaux.

« De même, il faut faire pression sur les hommes d'affaires qui, comme l'américain Armand Hammer, accordent des crédits à l'Union soviétique... De la même façon, il faut faire pression sur vos propres gouvernements qui ont signé les accords

d'Helsinki... et qui n'ont pris aucune mesure concrète à Belgrade deux ans plus tard, alors que l'URSS bafouait ouvertement ces principes ! »

Enfin, répondant à une question sur les conséquences qu'ont pu avoir, sur le mouvement des droits de l'homme, les procès qui eurent lieu à Moscou en juillet, Sakharov indique :

« Avant l'arrestation d'Orlov, il y a un an et demi, le groupe Helsinki de Moscou avait publié vingt documents. Depuis, soixante autres sont sortis,

dont un très important sur la condition ouvrière dans notre pays, sur le système d'assurance-maladie et de retraites. Vous voyez, nous n'avons pas peur, et des dizaines de gens continuent régulièrement à nous envoyer des témoignages des quatre coins du pays. »

(1) La résistance opposée par la classe ouvrière soviétique, quoique de plus en plus importante — la lutte pour le syndicat libre en est un exemple — est moins connue à l'étranger. C'est pourtant cette résistance qui se développe en profondeur et qui est appelée à prendre un jour le caractère et l'essor d'un mouvement révolutionnaire capable de restaurer le socialisme dans la patrie de la Révolution d'Octobre.

## Pour la première fois une délégation française au Kampuchéa

### Délégation des communistes marxistes-léninistes de France au Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Une délégation des communistes marxistes-léninistes de France, conduite par Jacques Jurquet, est actuellement en visite au Kampuchéa (Cambodge), à l'invitation du Parti communiste du Kampuchéa.

Nous rapportons ici des extraits des discours prononcés, le 9 septembre, par Ieng Sarry, membre du Comité permanent du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa, et par Jacques Jurquet.

Soulignons auprès de nos lecteurs l'importance de cet événement alors que l'internationalisme prolétarien et l'esprit anti-impérialiste conséquent commandent d'intensifier le soutien au Kampuchéa démocratique, tandis que le gouvernement se refuse à abandonner sa position d'hostilité à l'égard du Kampuchéa et à nouer des relations diplomatiques normales qui pourraient favoriser le développement des liens d'amitié entre les deux peuples.

Dans ce contexte, les déclarations de Jacques Jurquet en faveur de l'établissement de relations diplomatiques plus étroites prennent une singulière importance.

Voici tout d'abord des extraits du discours de Ieng Sarry, membre du Comité permanent du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa :

« Le peuple et l'armée révolutionnaire du Kampuchéa, sous la juste direction du Parti communiste du Kampuchéa et de Pol Pot, secrétaire du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa, portant haut levé le drapeau de l'indépendance et de la dignité nationales et en comptant sur leurs propres forces, ont surmonté de nombreuses

difficultés et brisé successivement les activités d'intervention et de subversion ainsi que le coup d'État complété par le Vietnam et un supergrand expansionniste. La stratégie dite du « combat rapide, issue rapide » du Vietnam et du supergrand expansionniste a subi une défaite ignominieuse...

« Le peuple kampu- chean et le gouvernement du Kampuchéa démocratique condamnent énergiquement le supergrand expansionniste qui a engagé, en collusion avec le Vietnam, des activités d'agression contre le Kampuchéa ».

Dans son allocution, Jacques Jurquet a déclaré : « Maintenant, dans ces temps nouveaux où il faut défendre le Kampuchéa démocratique, le Parti communiste du Kampuchéa a conduit le peuple kampu- chean à continuer la révolution et l'édification socialistes. Les grandes contributions historiques apportées par le Kampuchéa à des époques différentes sont aussi un soutien pour la lutte du prolétariat et des peuples révolutionnaires du monde. »

Il a affirmé que « les communistes marxistes-léninistes de France soutiennent résolument le peuple kampu- chean dans sa résistance contre les activités de subversion et d'agression du Vietnam, de l'impérialisme et de l'hégémonisme. Il a exprimé sa conviction que le peuple kampu- chean vaincra tous les agresseurs. »

Jacques Jurquet a déclaré encore : « Notre Parti souhaite que le Kampuchéa et la France, pays du second monde, établissent des relations diplomatiques dans les conditions qui correspondent aux intérêts des peuples kampu- chean et français et sur la base du respect mutuel de la souveraineté. »

Télématique, télécommunications

# Qui a osé dire que Giscard était l'homme des monopoles

Le secteur des télécommunications est appelé à se développer considérablement avec la mise en place de la télématique. Il en est de même avec l'informatique. En France, les télécommunications sont un monopole d'Etat. Mais monopole d'Etat ne signifie pas absence de concurrence entre les fournisseurs.

Actuellement, les fournisseurs des télécommunications au niveau du matériel sont regroupés dans deux trusts d'ampleur internationale : la CGE et la Thomson (tous deux trusts français bien de chez nous) (1).

Thomson et la CGE sont les deux groupes qui contrôlent plus de 70 % du marché de la fourniture d'équipements de télécommunications pour les PTT. Derrière la Thomson et la CGE se profilent deux puissants groupes financiers Paribas et Suez.

**PARIBAS :** C'est le premier groupe financier français. En 1975, il a réalisé 153 000 millions de chiffres d'affaires, avec 788 848 salariés (2). A Paribas, on trouve des hommes comme Jacques de Fouchier (administrateur à Thomson et PUK), Morin, Ambroise Roux, Pierre Moussa, Antoine Ribout (Crédit Lyonnais).

**SUEZ :** C'est le deuxième groupe financier français. En 1975, il a réalisé 74 000 millions de chiffres d'affaires avec 547 312 salariés (3). Là on trouve des hommes comme Lazare Carnot (allié aux Gillet-Rhône Poulenc, administrateur à Paribas), Louis Dherse, Gabriel Girod de l'Ain (Empain, Schneider et De Wendel). Suez a eu comme avant-dernier PDG, Jacques-Georges Picot, parent de Giscard, Edmond, le père de Valéry est président d'honneur de la SOFFO (financiers d'outre-mer). Edmonde Charles-Roux, fille de François Charles-Roux (PDG de Suez de 1948 à 1957) est la femme de... Gaston Defferre.

**CGE :** La CGE : c'est 130 000 personnes avec 1 700 000 milliards de chiffres d'affaires en 1975. A la CGE, on retrouve Georges Hua et Jacques Georges Picot, parent de

Giscard, Jean-Marie Louvel, ancien PDG de la CGE a été ministre de l'Industrie et avait, à l'époque, comme directeur de cabinet Ambroise Roux, actuel PDG de la CGE.

**THOMSON :** Edmond, le père de Valéry Giscard d'Estaing, a été longtemps au conseil d'administration de la Thomson. Philippe, le cousin, membre du conseil d'administration de la Thomson et placé, après leur rachat, aux conseils LMT, ITT et Ericsson-France.

Avec le développement de la télématique, donc des télécommunications, la CGE par sa filiale CIT (voir diagramme) est très bien placée pour les marchés de fournitures des télécoms mais aussi pour l'informatique (les ordinateurs).

En effet, la CGE dispose d'une participation dans CII-Honeywell-Bull le groupe multinational franco-américain né de la fusion de la CII et d'Honeywell-Bull. Comme le marché des ordinateurs est appelé à se développer largement (c'est ce que les capitalistes appellent un créneau) et qu'il y a là du profit à faire, la construction des ordinateurs va sans doute voir une augmentation de la participation de la CGE à CII-Honeywell-Bull qui vient d'ailleurs de rafter à IBM le marché du ministère américain de la Défense : la concurrence va s'aiguiser sur ce marché, au niveau mondial.

## MONOPOLES ET POUVOIR D'ETAT

L'analyse succincte des liens qui unissent Giscard d'Estaing, la CGE, la Thomson et Empain est intéressante. La première remarque qui s'impose c'est que l'élection de Giscard à la tête des affaires de l'Etat

bourgeois n'est vraiment pas due au hasard ou à une quelconque volonté populaire. Il a bien été mis là, soutenu financièrement, idéologiquement pour faire la politique des monopoles, de certains monopoles en particulier, ceux à qui il est étroitement lié lui et toute sa famille.

Deuxième remarque qui découle de la première, une fois installé au pouvoir il s'est appliqué à servir les intérêts de ces monopoles : ainsi dans le nucléaire, Empain-Schneider détient le quasi-monopole avec Crenson-Loire et ses filiales ou ses participations à Framatome.

Pour la mise en place de la télématique, nul doute que Giscard servira au mieux les intérêts des trusts dont il est le porte-parole.

Si la CGE et la Thomson ont voie au chapitre dans la définition de la politique commerciale de la DGT (\*), et plus tard peut-être dans le ministère des communications, nul doute que Giscard y sera pour quelque chose.

Cette présence directe des hommes des monopoles à la tête de l'Etat capitaliste montre bien que l'Etat ce n'est pas tous les Français, que Giscard ne représente pas tous les Français, qu'il n'est pas au-dessus des partis et des industriels.

## CONCLUSION

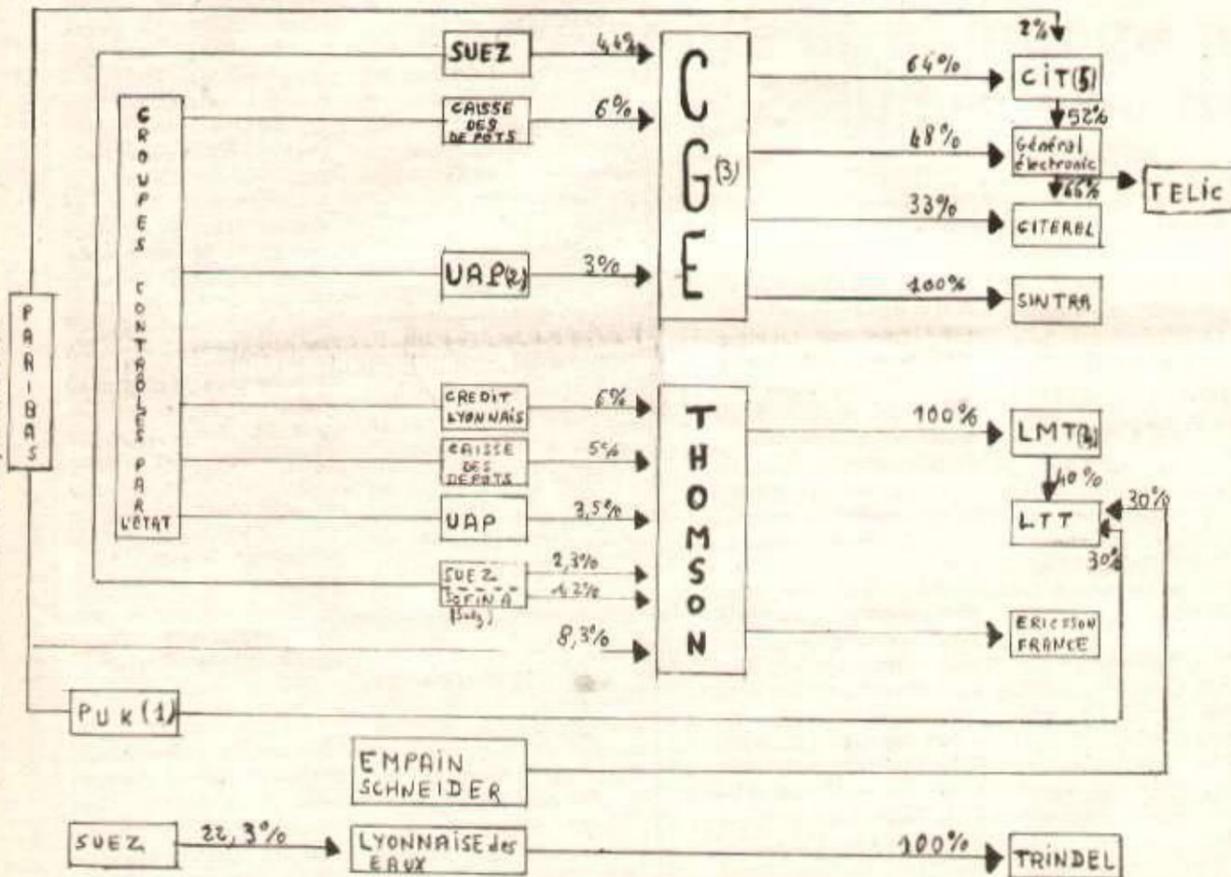
Cette étude entreprise pour montrer les liens étroits qui existent entre le pouvoir d'Etat, les monopoles, et la nouvelle politique industrielle telle qu'elle est définie par Nora est incomplète, partielle.

Elle montre au moins que la notion de service public n'existe pas en régime capitaliste puisque ce sont les monopoles qui décident de tout, qui imposent leurs prix. De plus quand quelque chose les gêne dans leur expansion il le font sauter.

Nous aurons certainement d'autres sujets du même type à traiter dans d'autres domaines (SNCF, EDF, etc). C'est pourquoi toutes les informations qui pourront nous être transmises nous sont utiles.

Yves LEPIC.

(\*) DGT : direction générale des télécommunications.



(1) PUK : Pechiney-Ugine-Kuhlmann - (2) UAP : Union des assurances de Paris - (3) CGE : Compagnie générale d'électricité - (4) LMT : Le matériel téléphonique racheté par la Thomson à ITT (USA) pour la somme de 72 milliards de centimes - (5) CIT : filiale de la CGE : Compagnie industrielle des télécommunications. Elle occupe 45 % du marché des télécommunications en France. Avec sa filiale Telic (Téléphonie industrielle et commerciale), la CIT assure près de 40 % des besoins français en matériel de téléphone privé. En 1975, la CIT regroupait 30 000 personnes et avait réalisé 36 milliards de chiffres d'affaires (hors taxes).

# Rien ou presque ne va plus dans le football français

Cette fois-ci, il devient impossible d'échapper à la question de fond. Après les trois défaites de Nancy, Nantes et Strasbourg et le maigre match nul de Monaco à l'ouverture des rencontres européennes, le constat est clair : rien ne va plus dans le football français... ou presque. Il faut tirer le bilan de la série de K.O reçus mercredi dernier.

Nantes, tout d'abord. Sur son propre terrain, devant 12 000 spectateurs. Le temps est splendide, la pelouse est bonne, l'éclairage aussi. Nantes se fait battre par les Portugais de Benfica (1-0).

Nancy ensuite, battue par deux buts à zéro elle aussi, à Copenhague. Strasbourg enfin, battue par deux buts à zéro également (délicatement !) par l'équipe suédoise d'Elfsborg... équipe amateur qui plus est !

Le prince de Monaco s'était déplacé à Malmoe, en Suède, pour soutenir « son » équipe. Là encore, l'équipe française ne marquera rien. Toutefois elle ne concédera aucun but (0-0).

Bilan : en un match et un seul, Nantes et Strasbourg sont de fait exclues de la coupe européenne de l'UEFA ! Nancy de la Coupe des coupes... sauf miracle. Seule Monaco garde une chance de passer le premier cap, en Coupe des champions.

Quand la France avait été éliminée de la Coupe du monde en Argentine, on nous avait parlé de mauvais entraîneur, de mauvais arbitrage, de climat de tension politique défavorable à la concentration des joueurs, etc.

Aujourd'hui, il est clair que tous ces prétextes ne tiennent pas la route : il y a quelque chose de vicié dans le sport français. Ce qui est vicié, c'est le professionnalisme poussé à outrance, la sélection des vedettes ou des futures vedettes dès le plus jeune âge. C'est tout le système de tractations financières qui entourent un match, un joueur, une équipe.

Et pendant que l'on soigne quelques vedettes, qui par ailleurs, font ce qu'elles peuvent, l'immense masse de tous ceux qui voudraient faire du sport est laissée à l'abandon.

Si un jeune veut aujourd'hui faire du sport, il lui faut payer un équipement cher, dans la plupart des cas, pour aller un mercredi après-midi taper dans un ballon contre un mur ou organiser un petit match avec des copains, livré à lui-même, sans équipement collectif suffisant, sans encadrement en nombre adéquat, sur un terrain mal entretenu.

Tant que le sport sera le professionnalisme commercial et sélectif qu'il est aujourd'hui, tant qu'on privera de ce plaisir des milliers et des milliers de jeunes (et de moins jeunes), il ne faut pas s'attendre à autre chose que des « déceptions » du genre de celle de mercredi.

## Volley-ball

# Ces étonnants joueurs en maillot rouge...

Plus de mille personnes ont assisté mercredi dernier, au stade Coubertin à Paris, à l'ouverture d'une rencontre de volley-ball regroupant la France, la Chine, la Bulgarie et la Hongrie, avant les championnats du monde qui se dérouleront les jours prochains en Italie.

Les équipes chinoises ont beaucoup progressé, leurs joueurs dépassant les 1,90 m de moyenne ont même mis au point des combinaisons qu'ils sont les seuls actuellement à faire. La hauteur de leurs passes sur ces nouvelles combinaisons dépassant à peine le filet, l'équipe française a eu du mal à faire face. Les Chinois l'ont emporté facilement.

Les joueurs chinois ont fait forte impression. Non seulement pour leurs étonnantes qualités athlétiques - le jeu de l'équipe chinoise féminine relève même de l'acrobatie à certains moments - mais aussi par la simplicité et la courtoisie de ces étonnants joueurs en maillots rouges.

A l'ouverture de la rencontre, l'Association d'amitié franco-chinoise avait offert des fleurs au représentant de l'équipe chinoise, sous les applaudissements du public.

Témoignage

# Ce qui se passe réellement au Cambodge

Voici le témoignage direct de M. Rigaux, vice-président de la Ligue des droits de l'homme, et membre de l'association Belge-Kampuchéa, sur deux questions qui ont fait coulé beaucoup d'encre dans les journaux français : l'envoi massif des citadins à la campagne et la répression des crimes de guerre. M. Rigaux porte, bien sûr, sur certains points, des appréciations qui lui sont personnelles. Nous reviendrons ultérieurement sur d'autres sujets comme la suppression de la monnaie, la famille etc.

Il y a, dans l'insertion de la majorité des habitants des villes dans les campagnes, deux causes, me semble-t-il, d'une part économique et d'autre part politique.

### LES CAUSES ECONOMIQUES

L'idée de départ, c'est que le Kampuchéa était au moment de sa libération un pays arriéré, et même très arriéré, et en plus un pays agricole ravagé par la guerre. Et alors, il y a là un choix fondamental (et qui d'ailleurs intéressera ceux qui se préoccupent de problèmes du tiers monde), qui consiste à mettre l'accent essentiel sur l'économie paysanne (...)

Et la priorité, c'est évidemment d'assurer la subsistance des habitants du pays, de procurer de quoi manger, de quoi se vêtir et de quoi avoir une vie décente.

Et si l'on se replaçait sur le terrain des droits de l'homme — ce que je ferais très volontiers —, il est bien évident que pour un peuple, le droit fondamental c'est de manger à sa faim et d'avoir l'essentiel pour assurer sa vie.

A cet égard, il ne faut pas être dogmatique. Il faut voir quelles sont les méthodes qui permettent d'avoir à manger à sa faim. Et puis, je dirais : le reste viendra par surcroît, c'est-à-dire quand on aura établi l'infrastructure économique suffisante et les ressources suffisantes, il est certain qu'un certain nombre de droits et de libertés fondamentales viendront s'y ajouter. Ça ne me paraît pas douteux et je crois que c'est certainement la volonté des dirigeants actuels du Kampuchéa démocratique : améliorer les conditions de vie, et les améliorer sur tous les plans, pas seulement sur le plan matériel (...)

### 312 KG PAR PERSONNE

L'agriculture va être développée et si possible mécanisée. Et l'industrie est une industrie entièrement orientée vers les besoins intérieurs, c'est-à-dire que l'on fabrique des pompes pour les travaux

d'irrigation ou bien des batteuses pour le riz. C'est tout à fait inutile d'aller fabriquer des Volkswagen pour exporter à Singapour (...)

C'est quand même une performance que — trois ans après la fin de la guerre — le Kampuchéa soit arrivé non seulement à satisfaire ses besoins en riz (l'élément de base de la population), mais encore à pouvoir stocker des réserves suffisamment importantes en

Le Kampuchéa a été victime entre 1970 et 1975 et parfois déjà auparavant, d'un certain nombre de mesures très rigoureuses. Il est tombé sur le Kampuchéa plus de bombes que sur certains endroits du Vietnam. Et le Kampuchéa a surtout souffert de ce qu'après les Accords de Paris, les B 52 qui cessaient de pouvoir être utilisés sur le Vietnam du Sud ont dû être rentabilisés sur le Kampuchéa. Les dernières années avant la Libération d'avril 1975, ont été de véritables cauchemars pour le pays (...)

### LES CRIMES DE LON NOL

Il y a eu aussi une répression très dure du régime de Lon Nol à l'égard de ce qu'il appelait les « Khmers rouges ». Et je me souviens notam-

tionnaires du régime de Lon Nol ? Est-ce qu'il y a eu un système de répression des crimes de guerre ou des trahisons que ces gens avaient commis (nous avons fait la même chose au moment de la Libération, il est tout à fait normal qu'une telle chose se fasse). Comment y avez-vous procédé ? (...)

Bien sûr, il y a deux séries de cas qui sont bien connus : les hauts dirigeants qui se sont enfuis. Et alors, le gouvernement a depuis l'origine reconnu avoir fait procéder à quelques exécutions (quand j'ai demandé quel avait été le nombre de ces exécutions, il y a eu une réponse évasive\* : on nous a répondu qu'on ne savait pas combien il y avait eu d'exécutions, au moment de la Libération).

Pour le surplus, la position officielle du gouvernement consiste à dire que, tant les officiers, que les soldats et que les



Des membres de la délégation belge avec Pol-Pot.

cas d'une catastrophe, ou d'un sinistre ou d'une récolte particulièrement mauvaise, et puis enfin de pouvoir déjà commencer à exporter du riz. Et ce, sur la base de 312 kg par personne et par an. Ce qui fait donc à peu près un kilo de riz par jour (...)

### LE MODELE RURAL

Il y a aussi des raisons politiques à l'envoi de la population à la campagne : la coopérative est vraiment la matrice de la société nouvelle — qui, j'insiste — évoluera encore (...). C'est la campagne qui constitue le modèle de vie nationale (85 % de la population) (...)

Le mode de vie citadin est effectivement un mode de vie supérieur mais auquel on ne peut prétendre de naissance ou par un droit acquis.

ment de cet hebdomadaire belge qui, pour illustrer un article très agressif à l'égard du Kampuchéa actuel, a publié une photo atroce : celle d'un homme vivant accroché à un tank et trainé par ce tank. Et puis, huit jours plus tard, il a fallu reconnaître que c'était une photo datant de l'époque de Lon Nol et que ce traitement inhumain, c'était Lon Nol qui l'avait infligé à un « Khmer rouge », et pas un « Khmer rouge » qui l'avait infligé maintenant à quelqu'un d'autre. Cela mérite d'être rappelé.

La question que j'ai posée à plusieurs reprises aux autorités que nous avons rencontrées là-bas, consistait à dire : mais qu'avez-vous fait au moment de la Libération à l'égard des officiers, des dirigeants de l'ancien régime, et des

fonctionnaires de Lon Nol n'ont en général pas fait l'objet de mesures répressives particulières mais ils se trouvaient comme les autres dans les villes. On nous a d'ailleurs dit que les officiers et les soldats s'étaient pressés de dépouiller leurs uniformes. Et par conséquent, ce qu'on a trouvé, c'était un certain nombre de civils qu'il était difficile d'identifier. Et ils ont été comme tout le monde envoyés dans les différentes coopératives et n'ont pas fait l'objet de poursuites, de sévices ou d'une répression particulière.

\* M. Rigaux qualifie cette réponse d'évasive. Chez nous, aujourd'hui encore, il est bien difficile de dire combien il y eut d'exécutions de kollabos après la Libération. Alors, trois ans après celle du Kampuchéa, comment pourrait-il en être autrement ?

## PROLÉTARIAT

VA PARAÎTRE

LE 20 SEPTEMBRE

NUMÉRO SPÉCIAL

le p.c.f. en questions

PASSEZ VOS COMMANDES, ABONNEZ-VOUS !

Abonnement 52 F - Soutien 80 F

PROLÉTARIAT CCP 2130 89 H MARSEILLE  
BP 320  
13213 MARSEILLE CÉDEX 1 Tél. : 16 (91) 90.97.07

### LE DERNIER NUMÉRO DE LA FAUCILLE EST PARU

Passez vos commandes  
La Faucille BP 258. 75866 Paris cedex 18.

Abonnements communs au  
**Quotidien du peuple**  
et à  
**L'Humanité rouge**

Abonnements de trois mois au  
**Quotidien du peuple**  
et à  
**L'Humanité rouge**  
150 F

Abonnements de six mois,  
avec en supplément le Tome V des  
**Ouvres choisies de Mao Tsé-toung**  
300 F

Abonnement de six mois  
aux revues théoriques  
**Front rouge**  
et  
**Prolétariat**  
50 F

### Note de l'administration

Il reste encore des numéros disponibles des bimensuels notamment ceux parus pendant les mois d'été.

D'autre part, les numéros du quotidien relatant le voyage en Chine des rédacteurs de **L'Humanité rouge** ont été regroupés en une série de vingt-trois numéros disponibles pour le prix de 10 F.

PASSEZ VOS COMMANDES.

## Portrait d'un politicien



LA CUISINE NICOISE  
NIEST PLUS CE QU'ELLE  
ÉTAIT !  
IL NOUS GÂTE  
LES SAUCES, NOTRE  
MAÎTRE JACQUES!

# Médecin : «Un coquin qui gêne ses copains»

Apparaît, disparaît... Jacques Médecin, maire de Nice, a défrayé la chronique de l'été accordant des interviews téléphoniques à nombre de journaux bourgeois sérieux... ou moins sérieux, se répandant en déclarations qui, loin de calmer les rumeurs, les exacerbent et, surtout, permettent de mieux distinguer les deux aspects de l'affaire Médecin.

- D'une part, la volonté de certains dirigeants du parti giscardien de se débarrasser d'un Médecin, malade de la pègre, de plus en plus encombrant, pour préparer la relève pendant qu'il en est encore temps.

- D'autre part, plus profondément, la crise d'une certaine forme d'influence politique de la bourgeoisie sur les masses : le clientélisme. Celui qui s'appuyait sur quelques notables « apolitiques » ou oscillant entre diverses familles politiques bourgeoises tend à laisser la place à une représentation des quatre grands partis (RPR-PR-PS-PC) sur les grandes villes de la Côte.

Le 2 septembre, de retour à Nice, J. Médecin affirmait qu'il n'y avait pas « d'affaire Médecin » et que tout n'était que calomnies colportées par une presse à l'affût. Mais qu'importent les affirmations péremptoires. L'année 1978 marque les cinquante ans du « médecinisme » et aussi son glas.

Jacques Médecin est comme ces personnages qui tentent, à l'aide d'un vêtement trop court, de cacher une nudité indécente. Il suffit qu'il tente de couvrir une partie de son corps pour, qu'instantanément, il en découvre une autre. En l'occurrence, il suffit qu'il tente de jeter un voile discret sur telle partie de son activité ou de ses relations pour, qu'immédiatement, la rumeur s'amplifie de plus belle.

Il faut dire, que sur nombre de sujets, les rumeurs sont devenues des certitudes et que le député-maire de Nice est devenu, au fil de diverses affaires, un personnage plutôt encombrant pour le parti giscardien.

### UN MÉDECIN AUX MAUVAISES FREQUENTATIONS

Médecin, un homme politique aux mauvaises fréquentations ? Qu'on en juge.

Albert Spaggiari, l'aventurier fasciste qui était considéré comme le cerveau du casse de la Société générale, avait ses entrées à la mairie de Nice au point de participer à un voyage du ministre du Tourisme au Japon et de posséder un plan détaillé des égouts de Nice.

Urbain Giaume, trafiquant de drogue et truand, qui vient d'être condamné à vingt ans de réclusion, était notoirement connu à Nice comme une relation de Médecin. Malgré les protestations d'innocence du député-maire, le *Canard enchaîné* publiait, à la fin de l'année dernière, un document prouvant les relations Giaume-Médecin et précisant qu'elles avaient trait à l'immobilier (activité juteuse s'il en est, dans la bonne ville de Nice).

En septembre 1977, un casse manqué contre une succursale de la Société générale (encore !). Parmi les sept truands, un nommé Lahovary, professeur de karaté au CACEL, qui est une création de la mairie, ancien OAS, déjà condamné à deux ans pour trafic de drogue. Parmi les coincepés, un nommé Jacques Bixio, agent d'assurances, aujourd'hui conseiller muni-

cipal suppléant et président de l'Association des anciens détenus politiques de l'Algérie française, condamné à un an de prison, 1 000 F d'amende et deux ans d'interdiction de séjour. Il sera relaxé en appel.

Au début 1976, avant les élections municipales, était lancée une organisation intitulée CACEL. Cette organisation constituait une machine de guerre contre les MJC, et de manière générale, contre toutes les associations sportives et culturelles indépendantes de la mairie. Elle dispose de moyens énormes pour 1977 : 218 000 F de la part du Conseil général en sus d'une subvention de 285 000 F ; 250 000 F de la ville de Nice ; le monopole des locaux et des surfaces à caractère social dans les HLM ; des moyens de transport illimités ; l'utilisation des « gentils animateurs » de la 6e compagnie de CRS.

A la tête de cette organisation, Falicon, ex-président de l'AGEN (syndicat étudiant d'extrême-droite), Pastorelli, ancien royaliste et candidat aux élections universitaires sur la liste du GUD (extrême-droite aussi) et d'anciens fascistes d'Ordre nouveau.

Les dépenses engagées par la municipalité, la répartition du fromage, l'échec de l'opération vont provoquer des remous au sein même de la clientèle médeciniste.

### UN MÉDECIN AU SERVICE DES PROMOTEURS

Déjà, à la veille des municipales, un adjoint de vieille date, démissionnaire avec pertes et fracas du conseil municipal et publiait une brochure « *Le mal nicois* », série de révélations sur les projets immobiliers et les pratiques de gestion de la municipalité Médecin.

Le fil conducteur de tous ces projets, c'est leur inutilité pour la masse des habitants de Nice et le fait qu'ils représentent une opération particulièrement lucrative pour tous ceux qui participent à sa réalisation, le tout avec les fonds publics.

Là encore, qu'on en juge. Voici quelques exemples de

projets repoussés, sans doute parce que trop ouvertement dictés par la spéculation financière, mais qui donnent une idée assez précise du genre d'affaires que traite la mairie :

- La construction d'un auditorium musical de 1 500 places à l'entrée d'un tunnel routier ;
- Un port de plaisance au pied du mont Boron ;
- Un centre commercial sur la mer au milieu de la baie des Anges ;
- Le projet de transport Aramis : sorte de métro aérien d'un coût de 50 milliards ;
- La ZAC (zone d'aménagement contrôlé) du Vinagrier qui défigurerait Nice et bouleverserait les conditions atmosphériques nécessaires à l'Observatoire de Nice. Ses promoteurs et l'architecte seront condamnés devant la levée de boucliers.

La politique de Médecin, c'est donc une politique immobilière à grand prestige, grand coût et gros rapport. C'est aussi une complaisance scandaleuse avec les entrepreneurs en ce qui concerne la réalisation des contrats. Là aussi des exemples : 1973 :

- Un crédit de 3 milliards 614 millions de centimes alloué pour la construction du tunnel du Cimiez de l'autoroute urbaine-sud. Fin 1976, les dépenses effectives se chiffraient à 9 milliards et 400 millions de centimes !
- Les terrains de la Charité dans le centre de Nice. Il est signé un bail avec des promoteurs anglais où les engagements des constructeurs sont échelonnés dans le temps et assortis de pénalités en cas de défaillance dans l'exécution.

Et défaillance, il y a... Cependant, Médecin se gonfle au conseil municipal : « *Nous avons tous les moyens de mettre les Anglais à genoux. Mais cela, je ne le ferai jamais !* ». On parle alors de rachat du terrain au lieu d'appliquer les pénalités prévues.

### UN MÉDECIN AU CRÉDIT BIEN ENTAMÉ

Après les élections municipales qui n'avaient donné que 900 voix d'avance à la liste Médecin sur la liste d'Union de la gauche, la promotion de Fernand Icart, député giscardien lui aussi, comme ministre de l'Équipement, était apparue à tous comme un moyen employé par Giscard pour contrebalancer la mauvaise image de Jacques Médecin dans la perspective des législatives de 1978.

Les municipales voyaient également le dépôt d'une demande d'annulation dans les 2ème et 3ème secteurs. Le tribunal administratif de Nice prononçait l'annulation dans le 3ème secteur tandis que Médecin faisait appel. Aujourd'hui le Conseil d'État tarde à trancher. Ce n'est sans doute pas un hasard.

En même temps que se déclenche dans *Nice-Matin* une campagne contre Médecin, on parle beaucoup d'une « *personnalité nationale* » qui pourrait conduire la liste de la majorité dans ce 3ème secteur, en cas de réélection nécessaire. Et on parle beaucoup de Simone Vell. Sans doute attend-on en haut-lieu que la situation évolue.

Médecin, qui sent le vent de la disgrâce, se défend comme un mauvais diable. Il attaque et menace : « *Mon père m'a laissé, à sa mort en 1965, un dossier d'une centaine de feuillets concernant un certain nombre de personnes à Nice* » affirme-t-il sans retenue au *Monde*.

Vous avez compris : c'est dire que si vient la disgrâce, viendront les révélations bien

génantes sur telle ou telle personnalité. Quand on sait que les archivistes de la Mairie giscardienne de Nice ont été retrouvées dans une cave de la préfecture, dans une caisse dont les scellés avaient été hâtivement re plombés, on imagine que de part et d'autre, on fourbit des armes et on remplit des dossiers.

Autre argument choc de Médecin : Nice a toujours donné la majorité de ses suffrages aux présidentielles au candidat désigné par lui-même. A savoir Lecanuet en 1965, Poher en 1969, Giscard en 1974. Dans la perspective de 1981, les chiraquiens auraient tendance à se montrer avec lui « *d'une extrême gentillesse* ». C'est d'une franchise édifiante sur les mœurs politiques en usage.

### UNE CRISE POLITIQUE PROFONDE

Peu intéressante en elle-même, parce que banale finalement dans ce régime, cette lutte acharnée entre bandes rivales présente pourtant un certain intérêt pour les travailleurs.

L'étalage des dossiers, des manœuvres, des trafics permet d'apprendre beaucoup de choses, même liches fortuitement. Exemple : la déclaration de Médecin : « *M. Soisson oublie-t-il que la ville de Nice payait les déplacements de son maire quand celui-ci allait soutenir le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, alors secrétaire général du Parti républicain ? Oublie-t-il que c'est Nice qui a fourni les tables et les chaises du Rassemblement du PR à Fréjus ?* ».

Les familles ouvrières qui paient 800 à 1 000 francs d'impôts locaux en HLM sauront désormais où va leur argent, après avoir entendu cette déclaration officielle faite au journal *Le Monde*...

Incontestablement, les années 1977-1978 marquent un tournant dans la vie politique nicoise. Les notables traditionnels « *apolitiques* » ou oscillant d'un groupe à l'autre sont battus en brèche par les représentants des différents partis nationaux de droite ou de gauche. Alors que ces partis (sauf le PCF) s'ont jamais eu une véritable grande influence sur la vie politique locale.

Ainsi les villes de la Côte avaient-elles chacune leur notable, qui n'était affilié à aucun groupe politique ou national. C'était Médecin à Nice, Palméro à Menton, De Foutmichel à Grasse, Cornut-Gentille à Cannes et Merli à Antibes.

Les dernières municipales ont vu l'écrasement de Palméro par le député RPR de sa circonscription, celui de De Foutmichel par l'Union de la gauche et Médecin sérieusement menacé à Nice. Les législatives ont vu la chute de Cornut-Gentille devant l'UDF giscardienne soutenue par Merli.

Ces deux dernières années voient donc la disparition de la scène politique de plusieurs de ces notables locaux. L'irruption grandissante de chaînes internationales d'hôtellerie et d'immobilier sur la Côte d'Azur a perturbé le jeu savant de tous ceux qui bénéficiaient de la manne municipale par le biais d'alliances familiales.

Ce sont ces notables locaux menacés par les intérêts économiques supérieurs de leur propre classe qui ruent dans les brancards. Et Médecin poussé par ses rêves d'un tantinet mégalomane - « *Nice, ville des congrès* », « *Nice, Las Vegas européenne* », etc - n'a pas su maintenir l'équilibre politique mis en place par son père sous les 3ème et 4ème Républiques.

Incontestablement des reclassements commencent à s'opérer et Médecin risque d'en faire à son tour les frais.

De notre correspondant à Nice